

BAROMÈTRE

7

CHINE : CONFINÉE

La croissance économique chinoise s'est établie à 4,8% en glissement annuel (g.a.) au T1 2022. Elle s'était légèrement renforcée au cours des deux premiers mois de l'année, dans l'industrie comme dans les services, mais la reprise s'est interrompue en mars. Les conditions économiques se sont rapidement dégradées, comme l'illustre notre baromètre (rétrécissement de la zone bleue par rapport à la zone en pointillés). Cette dégradation a résulté en premier lieu de la forte recrudescence de l'épidémie de Covid-19 et des restrictions à la mobilité imposées dans de nombreuses régions du pays. En outre, les perspectives de croissance à court terme sont également assombries par la détérioration de l'environnement international provoquée par la guerre en Ukraine.

Les mesures visant à contenir l'épidémie ont été appliquées depuis le début du mois de mars à des degrés et pour des durées variables selon les lieux, allant de confinements très stricts perturbant l'ensemble des activités (comme à Shanghai) à des restrictions localisées affectant partiellement la consommation des ménages (comme à Nankin). Mi-avril, les villes et provinces concernées par des restrictions (quelles qu'elles soient) représentaient plus de 60% du PIB chinois. L'affaiblissement de la croissance résultant de la crise sanitaire va donc se poursuivre au moins jusqu'au mois d'avril.

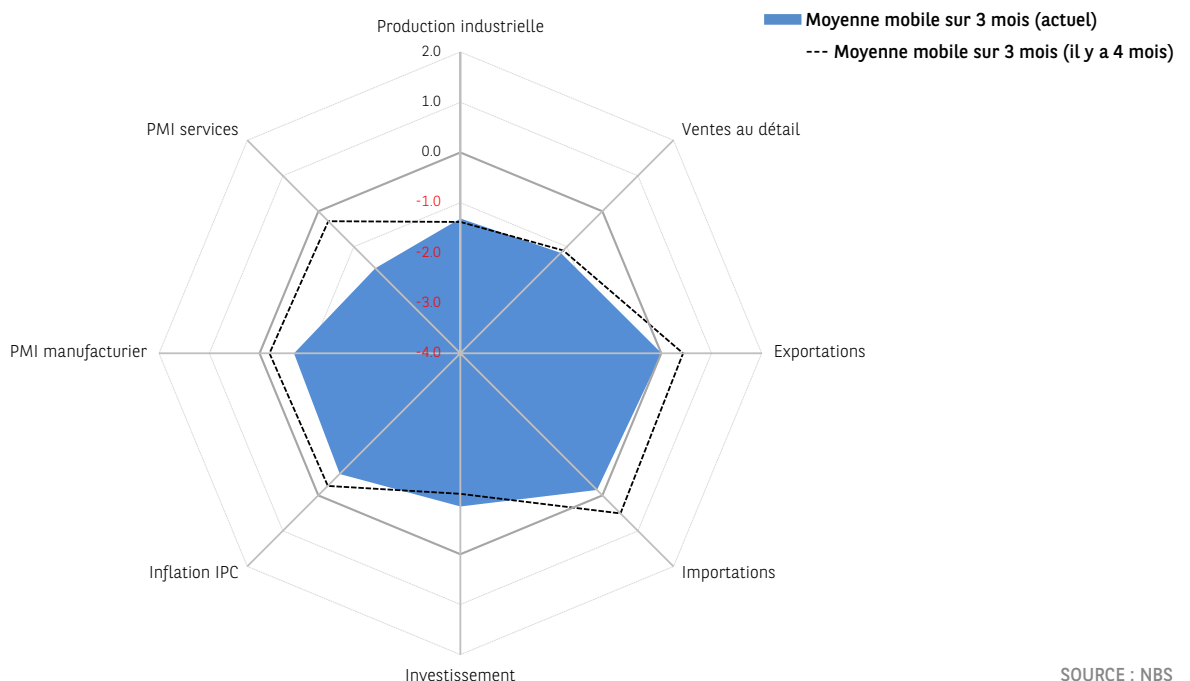
L'activité dans le secteur des services s'est légèrement contractée en mars (-0,9% en g.a. en volume, après une croissance de +4,2% en janvier-février), et les ventes au détail ont chuté de près de 5% en g.a. (-3,5% en valeur) après une progression de 4,9% en janvier-février. La crise sanitaire a également sévèrement handicapé le secteur immobilier ; les volumes de transactions ont chuté de 17% en g.a. en mars (contre -10% en janvier-février). Enfin, la croissance industrielle a ralenti de 7,5% en g.a. en janvier-février à 5% en mars, freinée par les mesures anti-Covid et la faiblesse de la demande intérieure (la production automobile a par exemple baissé de 4,9% en g.a. en mars et la production de ciment a chuté de 5,6%).

À très court terme, la demande des ménages sera pénalisée par les restrictions à la mobilité et la dégradation du marché du travail. Le taux de chômage est remonté de 5,1% fin 2021 à 5,8% en mars, soit le taux le plus élevé depuis mai 2020. En revanche, les tensions inflationnistes devraient rester modérées : d'abord, la consommation est déprimée ; ensuite, l'effet de la hausse des cours mondiaux des matières premières sur les prix à la consommation devrait être atténué par les contrôles partiels sur les prix de l'énergie et des céréales et la possibilité pour la Chine de puiser dans ses stocks de blé. Enfin, les prix de la viande continuent de baisser fortement (-25% en g.a. en mars). L'inflation IPC a atteint 1,5% en mars, contre 0,9% en janvier et février.

L'activité industrielle devrait quant à elle être gênée par les nouvelles perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et le ralentissement de la demande mondiale provoqués par le conflit en Ukraine. La croissance des exportations, qui se normalise depuis quelques mois (mesurée en dollars courants, elle est passée de 23% en g.a. au T4 2021 à 15% au T1 2022), devrait ralentir plus fortement à court terme.

Christine Peltier

CHINE : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS



Les indicateurs du radar sont transformés en « z-scores » (écarts par rapport à la valeur moyenne de long terme exprimée en écart-type). Ces z-scores ont une moyenne de zéro et leur valeur fluctue ici entre -4 et +2. Sur le radar, la zone en bleu indique les conditions économiques actuelles. Elle est comparée aux conditions 4 mois auparavant (pointillés).

Un élargissement de la zone bleue indique une amélioration de l'indicateur d'activité.



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change